



## **DECISION DU MAIRE**

### **Prise en vertu d'une délégation consentie par le Conseil Municipal (Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)**

#### **DECISION n°2021-47**

**OBJET : Marché public de viabilité hivernale – lot n°2 – reconduction pour l'hiver 2021/2022**

**Le Maire de la Commune de Morillon,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-22 ;

**VU** la délibération n°2020-34 en date du 5 juin 2020, par laquelle le Conseil Municipal a chargé, par délégation, Monsieur le Maire, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres pour un montant maximum de 75 000€ HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

**VU** la délibération n°2020-120 en date du 26 novembre 2020, par laquelle le Conseil Municipal a attribué les lots n°1 à 3 pour le marché public de viabilité hivernale,

**CONSIDERANT** le marché de service pour le lot n°2 « station des Esserts + les Ravines + les Perrières + Mindion » attribué à l'entreprise SARL GANIVET Philippe TERRASSEMENT VERCHAIX, demeurant 159 route de la Lornaz 74440 VERCHAIX, pour un montant de 24 750,00 € HT, soit 27 225,00 € TTC ;

**CONSIDERANT** que les clauses du marché permettent la reconduction expresse pour deux périodes identiques à la période initiale ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de reconduire le marché avec l'entreprise pour l'hiver 2021/2022, soit du 1<sup>er</sup> décembre 2021 au 15 avril 2022 ;

### **DECIDE**

**Article 1 :** Le marché conclu avec l'entreprise SARL GANIVET Philippe TERRASSEMENT VERCHAIX est reconduit pour la période allant du 1<sup>er</sup> décembre 2021 et au 15 avril 2022.

**Article 2 :** Les autres dispositions du marché demeurent inchangées.

**Article 3 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois, à compter de sa notification et / ou sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Elle sera transmise en Trésorerie et en Préfecture.

**Article 4 :** La dépense sera inscrite au Budget Principal de la Commune.

**Article 5 :** La présente décision sera notifiée à l'entreprise et inscrite au registre des actes administratifs de la Commune.

Morillon, le 21 octobre 2021

Le Maire,

  
Simon BEERENS-BETTEX

